



Déclaration liminaire CDEN du 7 septembre 2023

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN de Moselle,

Dans un contexte social à fleur de peau, un contexte démocratique fragilisé, un contexte économique marqué par l'inflation et un contexte écologique qui nécessite des mesures urgentes, la rentrée 2023 et les suivantes doivent être celles d'un virage pour l'École.

On ne peut plus continuer à faire fonctionner l'École avec un nombre de personnels toujours à la baisse et des personnels aussi maltraités par leur employeur, et ce dans tous les métiers de l'éducation.

En Moselle, nous ne sommes pas épargnés par la régression et même si nous pouvons nous réjouir de quelques situations de carte scolaire qui ont pu être résolues, il y a malheureusement encore beaucoup trop d'école où la carte scolaire aura été particulièrement difficile à accepter. Dans toutes ces écoles non satisfaites pour cause d'un seuil non atteint à 1 ou 2 élèves près, les conditions de travail vont continuer à se dégrader pour les collègues mais aussi pour les élèves. Et ce sera encore pire dans les écoles où le seuil est dépassé. Quand on sait que la première explication est le manque de moyens on ne peut pas rester sans réagir.

Et que dire des conditions de travail des collègues qui ont été nommées à plus d'une heure de leur domicile ? Pourquoi recruter des contractuels dans des secteurs qui auraient permis à quelques-uns de ces personnels qui seront en souffrance de se rapprocher de leur lieu d'habitation ?

on nous explique que cela entrainerait des chainages compliqués pour beaucoup de personnels. Loin de nous l'idée de mettre en doute ces affirmations mais nous nous rappelons qu'il n'y a pas si longtemps nous participions en tant que représentants du personnel à l'élaboration de ces chainages et même si c'était difficile nous finissions par permettre à des nombreux collègues d'être satisfaits en limitant les déçus. Nous réitérons ici notre proposition pour apporter notre expertise aux services administratifs sous forme de groupe de travail par exemple. Devinant d'avance la réponse négative à cette proposition nous saluons ici nos collègues administratifs qui accomplissent un travail acharné pour faire de leur mieux mais en même temps nous plaçons pour que leurs conditions de travail soient aussi améliorées car à l'impossible nul n'est tenu. Devant ces conditions de travail difficilement acceptables nous craignons des démissions supplémentaires (car plusieurs nous ont déjà été signalées) où au mieux des congés maladie à répétition car à force de tirer toujours plus sur la corde elle finit par se casser.

Alors que les équipes éducatives sont de plus en plus à bout de souffle, on les conditionne à travailler plus pour gagner plus dès lors que les collègues arrivent en milieu de carrière.

Quand on nous parle de revalorisation historique il ne s'agit que d'une compensation partielle de l'inflation subie entre septembre 2022 et 2023 et qui ne compensent en rien la perte de pouvoir d'achat des 20 dernières années.

Quant à dire qu'il y aura un professeur devant chaque élève c'est faux, on le sait, la rentrée 2023 est synonyme de crise de recrutement massive, de démissions et d'appels toujours plus nombreux aux contractuels et la Moselle n'est pas épargnée.

On ne peut plus continuer à priver autant d'élèves d'une égalité des droits et de conditions d'apprentissage respectueuses de chacun dans sa particularité, dans sa différence. Tous les élèves doivent pouvoir venir à l'école en confiance, en s'y construisant socialement et individuellement, en y trouvant des professionnels formés et disponibles pour les accompagner dans la construction d'un projet d'avenir.

L'élève aussi a plus que jamais besoin d'un climat scolaire apaisé où le harcèlement ne fait pas partie de son quotidien et l'actualité nous le rappelle tragiquement, où l'évaluation n'équivaut pas à une sanction, où le temps d'apprendre ne rime pas avec un rattrapage hors temps scolaire, où l'ouverture culturelle ne se réduit pas à un allongement de la journée.

Le temps de l'apprentissage devrait être qualitatif avant d'être quantitatif.

La jeunesse de notre pays mérite ces droits, elle les fera vivre à son tour. Ce sont eux les vrais « fondamentaux » !

Nous attendons que soit portée une attention toute particulière aux jeunes, notamment aux plus en difficulté. La politique éducative doit être émancipatrice et donner des repères dans un cadre de confiance réciproque entre les jeunes et les adultes. Pour l'UNSA-Education, une véritable politique de mixité sociale doit être menée, nous avons refusé et nous refuserons toujours que des quartiers entiers soient privés d'écoles publiques comme c'est le cas à de nombreux endroits en France !

Sans parler des sempiternelles rengaines sur l'autorité, l'exclusion des élèves en primaire, la longueur de la tenue des élèves ou l'uniforme qui ne résoudre rien mais surtout évitent les vrais sujets que sont : la rémunération, le nombre d'élèves par classe, l'accueil des élèves à besoin particulier, le manque d'AESH, les remplacements non-assurés, le dialogue social, la confiance envers les personnels !

Enfin nous vous informons que le SE-Unsa a donné consigne aux personnels enseignants de ne pas distribuer les flyers « ce qui change pour votre enfant à la rentrée » adressés par le ministère à l'attention de toutes les familles. Les personnels ne sont pas des agents de propagande. Leur métier n'est pas d'assurer la promotion de quelque politique que ce soit. Leur métier est de permettre aux esprits de s'émanciper.

En demandant d'imprimer et de diffuser des flyers aux familles, le ministère, qui devrait être exemplaire en matière de protection de l'environnement, donne ainsi indirectement l'instruction de gaspiller des dizaines de tonnes de papier.

C'est en effet un coût non pris en charge par le ministère, puisque l'ensemble des frais d'impression dans les écoles et établissements sont assumés par les mairies ou collectivités territoriales. Celles-ci apprécieront que soient ainsi détournés les crédits pédagogiques à destination des élèves.

Enfin, le SE-Unsa dénonce un acte de propagande dont les supports contiennent des informations imprécises pour certaines et erronées pour d'autres.

Pour conclure nous formons le vœu pour les collègues que chacun et chacune puisse s'épanouir, dans sa vie professionnelle sans avoir à subir de façon récurrente de nouvelles demandes et injonctions de la part de notre ministère.

Merci de votre attention